

Je souhaite, comme tant d'autres, avant moi rendre hommage aux deux gendarmes tuées cette semaine. Encore des militaires tués sur le territoire national ! Dès lors que n'importe quel voyou - ou terroriste - ose tuer l'un d'entre nous, et cela semble se répéter, il s'agit d'une atteinte à une institution essentielle de la République. Cela signifie aussi que la crainte de ces assassins devant la force publique, qu'elle soit militaire ou civile, crainte qui devrait limiter leur violence, n'existe plus. L'autorité de l'Etat et sa puissance au service de la paix civile et de la sécurité sont de fait remises en cause. Oserai-je dire que la République est bafouée par cette violence qui vise mortellement ses serviteurs et dont les auteurs, certes châtiés, n'auront pas vraiment risqué leur vie ?

La cérémonie d'hommage national aux militaires assassinés s'est donc faite en présence du ministre de l'intérieur ce vendredi 22 juin. Je me suis posé la question de l'absence du ministre de la défense. Il aurait été facile de croire qu'il ne se soit pas senti concerné. En fait, Jean-Yves Le Drian s'était rendu auprès des familles jeudi matin et je pense qu'il fallait l'écrire.

Un autre débat intéressant, en lien avec ma vision républicaine des institutions, s'est déroulé sur le [site](#) de JD Merchet concernant les propos du ministre de la défense dans une interview donnée aux Echos le jeudi 21 juin 2012 : « D'une manière générale, j'ai trouvé un ministère bien tenu, aux personnels compétents, tous républicains, et d'abord au service de la nation ». Les commentaires y sont allés bon train devant l'usage du mot « républicain ». Nul ne peut douter que JD Merchet n'ait pas choisi ce paragraphe par hasard si je lis l'ensemble de l'article plutôt consacré à l'exportation des armements et au soutien aux PME.

Que puis-je déduire de l'ensemble des commentaires qu'il a suscités? Il est certain que le mot « républicain » tel qu'il est compris souvent dans les armées - il suffit d'en discuter avec des camarades et je connais ce débat depuis la corniche (classe préparatoire à saint-Cyr) - impliquerait « être de gauche ». Des événements de la III<sup>ème</sup> république ont en effet profondément marqué en ce sens une partie des militaires : affaire Dreyfus, loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat car le débat sur la laïcité n'est jamais loin (voir la nouvelle organisation de [l'aumônerie militaire](#)), affaire des fiches.

Je ne connais pas le message qu'a voulu faire passer le ministre. En revanche, les réactions des internautes montrent que le mot « républicain » n'est pas compris d'une manière anodine. Etre républicain, est-ce être de gauche ? L'ambiguïté est entretenue depuis longtemps et pourtant non. Est-ce être un combattant laïque ? Je ne le crois pas non plus. Cependant, la République laïque n'est ni à gauche ni à droite comme le montre l'histoire des républiques s'étant succédées depuis la révolution française. Elle se réfère à un ensemble de valeurs qui fait l'union de la grande majorité de la Nation. Être républicain est celui qui « affectionne le gouvernement républicain » (Littré). Cela conduit à une définition de la République. Je ne prendrai que celle de Rousseau dans le contrat social : « J'appelle République tout Etat régi par les lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse dire, car alors l'intérêt public gouverne (...) ».

Au sein des armées, il me semblerait donc utile que le débat sur la République et être républicain puisse faire l'objet d'une réflexion approfondie et transparente notamment dans les écoles de formation aux différents niveaux. Je me suis déjà exprimé à plusieurs reprises sur cette question. A titre individuel, les militaires expriment souvent une différence entre servir la France, la République, la Nation. J'évoquerai aussi le débat sur la place de la religion dans les

armées. Les nuances ne sont pas anodines bien que dissimulées face au monde extérieur grâce à notre « uniformisation ». Un colloque public par exemple « Servir la France ou la République, l'engagement des armées au service des institutions » serait un débat particulièrement intéressant comme entrée en matière. Cela permettrait peut-être de lutter contre quelques idées extrêmes, décalées ou simplement du domaine du mythe que l'on peut déceler parfois. Mais cela est juste une idée de débat qui pourrait intéresser l'espace public.